

## Le Conseil de sécurité débarque à Bujumbura. La dernière chance ?

**Burundi Il veut obtenir du pouvoir qu'il dialogue avec l'opposition.**

**B**ujumbura reçoit pour deux jours, à partir de ce jeudi, une délégation du Conseil de sécurité de l'Onu, composée des ambassadeurs siégeant dans cette institution supranationale, d'experts et de journalistes – soit 33 personnes. Cette mission va tenter d'obtenir du gouvernement de Pierre Nkurunziza qu'il ouvre un dialogue avec l'opposition, alors que le pays se rapproche dangereusement d'une guerre civile.

### Tous les signaux virent au rouge

La semaine dernière, le Haut-Commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, le Jordanien Zeid Ra'ad Al Hussein, avait dénoncé des viols collectifs lors de rafles, l'existence de charniers – dont au moins un dans un camp militaire – *“une dimension de plus en*

*plus ethnique de la crise”*. *“Tous les signaux d'alarme [...] sont en train de virer au rouge”*, avait-il ajouté.

La crise est ouverte depuis l'annonce, fin avril 2015, de l'intention du président sortant, Pierre Nkurunziza, de briguer un troisième mandat, formellement interdit par l'Accord de paix d'Arusha. Le chef d'Etat, qui se croit choisi par *“Dieu”* pour diriger le Burundi, n'a pas voulu que son parti CNDD-FDD, alors très majoritaire dans

le pays, désigne un autre candidat que lui à la présidence. Un tel candidat aurait certainement remporté l'élection, sans violer le pacte social.

L'aveuglement de M. Nkurunziza a abouti à des massacres, à la fuite de milliers de réfugiés vers les pays voisins, à la division du parti au pouvoir et des corps de sécurité.

### La faute du Rwanda et de la Belgique

La médiation de l'Ouganda ne donne rien: Bujumbura a interrompu en juillet dernier le dialogue qu'elle avait

lancé avec l'opposition. L'Union africaine se propose d'envoyer 5 000 hommes au Burundi mais cette décision doit encore être approuvée, à la fin du mois, par les chefs d'Etat africains.

Bujumbura a donc entrepris une tournée dans la région *“pour expliquer que le Burundi est victime d'une guerre imposée de l'extérieur – par le Rwanda ‘impérialiste’ en particulier”*, explique à *“La Libre Belgique”* Félix Ndayisenga, ambassadeur du Burundi à Bruxelles jusqu'à il y a quelques mois. *“Ce discours reprend la vieille accusation contre le Rwanda et l'Ouganda qui voudraient créer un ‘empire hima’ (Ndlr: tutsi), pour conquérir, après le Burundi, le Congo et la Tanzanie. Ce discours est bien accueilli en Afrique, d'autant qu'il s'accompagne d'une accusation contre la Belgique qui, par ‘nostalgie colonialiste’, voudrait le retour au pouvoir des Tutsis au Burundi, tandis que les Etats-Unis voudraient conquérir la région par Rwanda et Ouganda interposés.”*

**Marie-France Cros**